

# Plus de moyens financiers pour les classes de 1-2P

## Pétition au Grand Conseil vaudois

Nous, enseignantes et enseignants de l'école vaudoise au niveau 1-2P, voulons tirer un signal d'alarme concernant le manque criant de moyens à disposition pour l'école. Nous constatons au quotidien une grande souffrance dans nos classes tant au niveau de nos élèves que de nous-mêmes. Nous venons d'apprendre qu'une aide spéciale allait nous être accordée à la rentrée 2024-2025. Au vu de l'état dramatique de la situation et de l'urgence d'y répondre, le montant alloué ne permettra malheureusement pas d'améliorer significativement les ressources dont nous avons urgemment besoin.

### En effet, nous constatons que :

- une partie de nos élèves ne vont pas bien pour diverses raisons. Cela se manifeste de plusieurs manières. Dans de très nombreuses classes, il y a des élèves qui ont des comportements problématiques. Ils ont une grande violence en eux. Certain-es font des crises quasi quotidiennement en classe. Ils se font du mal à eux-mêmes, tapent leurs camarades, crient, jettent les chaises et le matériel scolaire, tentent de quitter l'école, insultent et frappent parfois les enseignant-es ou les assistant-es à l'intégration. Nous parlons bien ici d'enfants d'environ quatre à six ans ! Ces cas sont très difficiles à gérer au quotidien et prennent énormément de place, au point de mettre en péril la mission première de l'enseignement. Il faut les calmer, les encadrer, les écouter et les comprendre, et s'occuper du reste de la classe témoin de scènes problématiques. Cela empiète sur une grande partie du temps scolaire et génère un grand stress chez tout le monde qui peut conduire au burnout ou à des changements de profession.

- certain-es élèves, diagnostiqués troubles du spectre autistique (TSA), troubles de l'attention avec ou sans hyper activité (TDA/TDAH), haut potentiel (HP), ou ayant un retard de langage ou un important handicap physique, que cela soit avant le début ou pendant la scolarisation, ont des besoins particuliers. L'école vaudoise s'est donnée pour mission de répondre à ses besoins par l'école inclusive. En théorie, il faut que l'école s'adapte à chaque enfant et à leurs besoins particuliers. Pour tous ces enfants, l'aide est clairement insuffisante par rapport à l'objectif de les faire suivre une scolarité harmonieuse et épanouissante.

- certains enfants souffrent de tous ces troubles mais n'ont pas encore été diagnostiqués. C'est souvent en 1-2P que le repérage de ces troubles se fait par l'enseignant-e. Cela entraîne de nombreuses discussions avec les parents qu'il faut parfois convaincre d'agir. Quand tout ce travail débouche sur une volonté de prise en charge d'un-e spécialiste, commence alors une longue attente car tous les services sont débordés et manquent de moyens pour traiter tout le monde. L'aide à l'école arrive alors très tard et de façon souvent insuffisante.

- certain-es élèves manifestent une grande sensibilité et sont très angoissé-es, ce qui demande aussi beaucoup d'écoute, de compréhension et d'adaptation. Leurs parents sont très intervenants et soucieux. Ces angoisses doivent être entendues par l'école publique. Cela sollicite aussi très fortement les enseignant-es pour rassurer ces enfants et leurs parents pendant et après l'école.

- une partie des élèves vivent des situations de détresse économique, sociale, familiale et affective, notamment en raison du parcours migratoire douloureux et traumatique de leurs parents. Ces derniers se retrouvent souvent sans aide familiale, sans soutien médical ou thérapeutique pour eux et/ou leurs enfants. Cela nous demande aussi un suivi et un accompagnement de ces parents qui n'est plus tout à fait dans nos attributions.

- une partie des élèves subissent des violences diverses (physiques, psychologiques ou économiques) d'origine souvent familiale qui les affectent profondément dans leurs parcours scolaires. Ces situations sont portées à la connaissance des enseignant-es qui doivent les signaler. Les cas de violence conjugale ou familiale et leurs conséquences sur les élèves sont délicats à gérer et à vivre émotionnellement au quotidien tant dans le suivi des élèves qu'avec le contact avec les parents. Malheureusement, encore une fois, lorsque ces situations sont signalées et avérées, le suivi est long et les moyens financiers manquent ne serait-ce que pour trouver un-e psychologue qui suive l'élève et/ou un-e assistant social qui intervienne rapidement dans la famille.

- une partie des élèves allophones ne bénéficient que trop peu de cours intensifs de français pour pouvoir s'intégrer rapidement et idéalement dans le cursus scolaire. On considère souvent que l'apprentissage du français se fait tout seul en 1-2P par immersion. Cela nécessite néanmoins beaucoup d'adaptations de la part des élèves et des enseignant·es.

- une dernière partie des élèves vont plutôt bien mais doivent subir un nombre incalculable de mélodrames, de débriefings de crise et ne peuvent bénéficier que de très peu d'attention de leurs enseignant·es, pris·es par les autres tâches décrites ci-dessus.

- les effectifs moyens des classes – autour de la vingtaine, voire davantage – sont trop élevés au vu de toutes ces situations compliquées à gérer et de l'attention minimale que chaque enfant requiert.

- tous ces problèmes nécessiteraient une prise en charge rapide pour que nous puissions aider ces élèves, leurs parents, leurs camarades de classe et les enseignant·es. Malheureusement, le manque de moyens empêche les enseignant·es d'enseigner, les élèves d'apprendre et l'école de remplir sa mission de service public. Cela maintient les parents dans le stress et dans l'angoisse quant à la suite de la scolarité et dans leurs difficultés au quotidien à la maison.

- lorsque ces diverses situations sont signalées à nos directions, puis aux services compétents (logo, psychomotricité, psychologues, infirmières scolaires, DGEJ, CHUV, hôpital de l'enfance), un délai d'attente pouvant aller jusqu'à une année est nécessaire pour qu'elles soient examinées. Lorsqu'une situation urgente est signalée à la DGEJ et que nous pensons donc que l'enfant est dans une situation de grand danger et que nous fournissons un certain nombre de rapports détaillés faisant suite à de nombreux rendez-vous avec les parents pour les impliquer, avec la direction pour les alerter, ce qui demande un travail administratif et de réseau intense, on nous répond dès le mois de septembre qu'il n'y a plus d'aide supplémentaire disponible pour l'année scolaire en cours.

- lorsque nous accueillons dans notre classe une situation très lourde d'un·e élève à besoins particuliers, nous obtenons dans le meilleur des cas quatre à six périodes d'aide par semaine, ce qui est clairement insuffisant. Par ailleurs, cette aide obtenue peut changer en cours d'année et peut être redistribuée dans d'autres classes si un besoin encore plus urgent s'est manifesté. L'enveloppe budgétaire étant trop restreinte, elle est en effet vite dépensée et ne couvre alors plus tous les besoins. Cela oblige parfois à procéder à une redistribution de l'aide durant l'année entre enseignant·es, un bricolage qui ne satisfait personne et crée des tensions dues à ces fonds insuffisants.

- les situations rencontrées sont d'une grande complexité et nécessitent la collaboration pas toujours simple de plusieurs services de l'état (formation, santé, DGEJ). Leurs relations transversales pourraient sans doute être améliorées ainsi que leurs compréhensions de la réalité du terrain. Les échanges n'ont souvent lieu que dans des situations de crise. On pourrait imaginer un meilleur dialogue préventif entre les différents services concernés par l'enfance.

- malgré le fait que les enseignant·es, les assistant·es à l'intégration, les enseignant·es spécialisé·es, les doyen·nes, les directeur·trices, les infirmier·ières scolaires, les assistant·es sociaux, les psychologues, les rythmicien·nes, les logopédistes, les psychologues, les psychomotricien·nes et les éducateur·trices, font leur maximum et y consacrent toute leur énergie, ils n'ont pas les ressources financières suffisantes pour accompagner dignement ces situations.

- face à toutes ces situations explosives, on se demande comment une personne seule peut garantir la sécurité de ses élèves et la transmission minimale du savoir.

- bien souvent, les situations problématiques en 1-2P mal ou pas traitées se sont poursuivies durant toute la scolarité. Si des moyens avaient été mis en 1-2P, bien des situations prises en charges à temps auraient pu évoluer favorablement. C'est à cet âge-là qu'il faut intervenir si on veut agir sur les difficultés que rencontrent nos élèves.

- confrontés à toutes ces situations, deux alternatives semblent malheureusement se dessiner : le burnout pour celles et ceux qui tentent encore de sauver la mission de l'école publique en y laissant très souvent leur santé ou un désengagement et une distanciation peu optimale mais tristement nécessaire pour sauver leur peau.

- nos stagiaires et jeunes enseignant·es se posent la question de continuer dans cette voie alors qu'ils ou elles ont fait la HEP.

- les tâches administratives (tickets de caisse, sortie scolaire, DAFEO, PAREO, rapports écrits en tous genre pour toutes ces situations, etc.), les entretiens, les réseaux, les formations continues, l'assimilation des nouveaux moyens d'enseignement, les conférences, les réunions de cycle ou de mise place des projets scolaires sont en très nette augmentation. Tout cela augmente la charge de travail et nous pèse.

- les enseignantes de 1-2 P sont très majoritairement des femmes. Comme souvent, les métiers féminisés sont moins bien reconnus et payés malgré leurs compétences. Notre travail à l'école nécessite des compétences toujours plus grandes, mais invisibilisées, puisque nous sommes également tour à tour éducatrice, assistante sociale, infirmière, psychologue, maman... et parfois enseignante. Notre métier s'apparente de plus en plus à de la gestion de crises. Malgré toutes ces compétences, nous nous sentons très peu reconnues et avons l'impression que l'immense partie de ce travail non-scolaire mais néanmoins essentiel est invisible. Aujourd'hui, nous voulons rendre visible notre travail, notre grande détresse et nous demandons urgemment des moyens financiers suffisants pour que toute l'énergie que nous mettons dans notre travail ne soit pas vaine.

Au vu de tous les cas décrits ci-dessus, sans moyens conséquents à la hauteur, notre mission première ne peut être remplie, ce qui est d'une très grande violence envers nous-mêmes.

Sans moyens conséquents pour être à la hauteur de tous ces défis, nous avons l'impression que l'État de Vaud nous abandonne, abandonne l'école publique et une grande partie de sa jeunesse.

Par cette pétition, nous voulons alerter nos autorités de la gravité de la situation et appelons urgemment à l'aide.

### **C'est pourquoi nous demandons...**

- un co-enseignement durant les quatre matinées où les 1-2P sont ensemble en classe. Cela veut dire qu'il faudrait deux enseignant·es par classe ces matins-là.

- une augmentation significative du budget pour l'effectif des assistant·es à l'intégration et des enseignant·es spécialisé·es.

- des classes à plus petits effectifs. L'idéal serait un plafonnement des effectifs à seize élèves par classe.

- une augmentation significative des effectifs des PPLS afin de diminuer les longues listes d'attente.

- plus de personnes formées à disposition dans les classes, une sorte d'équipe volante à disposition par bâtiment pour gérer les grosses crises dont les modalités sont à discuter.

- une logique de soutien au groupe de manière à limiter le recours à des mesures individuelles et à l'étiquetage.

- une table ronde ou des états-généraux entre des enseignant·es 1-2 P et une délégation du Conseil d'État pour trouver des solutions à la situation de crise en 1-2P.

### **La page de signatures se trouve au dos de cette feuille. Merci de votre soutien !**

Pour le collectif « Des moyens pour les 1-2P » : Stella Abis, Stéphanie Andolfo, Ilaria d'Apice, Alicia Barbey, Assunta Birchler, Lorraine Chabloz, Johan Dübi, Isabelle Gargioni, Céline Gschwindemann, Kristel Latapie, Gwendoline Lauper, Mélanie Lopes, Anne Maillard, Mie Martens, Sandrine Mottier, Clara Nusbaumer, Anabela Reis Lima, Claude Tessier, Mélissa Theurillat, Muriel Tronchet et Katia Van Weel Burnand.

Adresse de contact : [pourplusdemoyens@gmail.com](mailto:pourplusdemoyens@gmail.com)

## **Pétition : Plus de moyens financiers pour les classes de 1-2P**

Nous invitons tout le monde à nous soutenir et à signer cette pétition.

Merci de préciser si vous êtes enseignant-e 1-2P.

	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Profession</b>	<b>Signature</b>
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				

**Cette pétition, même incomplète, doit être retournée au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024 auprès de l'un de ces syndicats.**

**SPV, Ch. des Allinges 2, 1006 Lausanne**

**SSP, Av. Louis-Ruchonnet 45, 1003 Lausanne**

**SUD, Place Chauderon 5, 1003 Lausanne**

**Ou signer la pétition en ligne sur :**

**[www.petitionenligne.net/pour\\_plus\\_de\\_moyens\\_financiers\\_en\\_1-2p](http://www.petitionenligne.net/pour_plus_de_moyens_financiers_en_1-2p)**